

Nourrir la planète, oui... mais comment ?

Du retrait de Syngenta du rapport mondial sur l'agriculture et des succès de l'agroécologie

Florianne Koechlin, biologiste, auteure ; Institut Blueridge, Münchenstein, Suisse

D'un bout à l'autre de la planète, des défis colossaux se posent à l'agriculture. Premièrement, les agriculteurs auront à faire face à une multiplication des phénomènes climatiques extrêmes tels qu'inondations, sécheresses et tempêtes, en particulier dans les pays du sud. Deuxièmement, la hausse démographique s'accompagnera très vraisemblablement d'une intensification significative de la production agricole. Enfin, il faudra remédier aux vastes dégâts environnementaux causés par les systèmes agricoles actuellement en place.

Tout le monde en convient : seules de nouvelles stratégies permettront de relever ces défis herculéens. Pourtant, les approches proposées ne sauraient être plus divergentes. D'un côté, Syngenta et le lobby de l'agroindustrie considèrent qu'il faut continuer d'augmenter massivement la production, en la rendant à la rigueur un rien plus propre et plus économe en ressources. De l'autre, un nombre croissant d'experts plaident pour un changement radical d'approche, arguant que nous ne pouvons tout simplement plus nous permettre de pratiquer la forme actuellement dominante et obsolète d'agriculture industrielle, fondée sur les monocultures et vorace en énergie, produits agricoles toxiques et engrais synthétiques.

Syngenta se retire du rapport mondial sur l'agriculture

L'« évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement » (IAASTD), ou rapport mondial sur l'agriculture, a joué un rôle clé dans cette prise de conscience. Initiée en 2002 par les Nations unies et la Banque mondiale, l'IAASTD **constitue à ce jour l'étude scientifique la plus complète** sur l'avenir de l'alimentation mondiale (IAASTD 2008). Durant quatre ans, près de 400 spécialistes de tous les continents et domaines d'expertise ont entre autres cherché à déterminer quelles étaient les stratégies les plus efficaces de lutte contre la faim et la pauvreté, comment maximiser les effets de l'aide financière pour les plus pauvres ou encore quel type de travail de recherche s'imposait en priorité.

L'étude a été menée avec la contribution d'acteurs aussi variés que Greenpeace et Syngenta. Cette dernière a néanmoins annoncé se retirer du projet en dernière minute, cependant que l'Australie, le Canada et les États-Unis émettaient aussi quelques réserves. Selon des informations internes, cette décision était principalement motivée par les critiques formulées contre le génie génétique, l'agriculture industrielle et le commerce mondial de produits agricoles.

Le statu quo n'est pas une option

Le rapport, de plus de 2 000 pages, a été avalisé par 58 gouvernements, dont celui de la Suisse, et présenté à Johannesburg en 2008. Son message était clair : le statu quo n'est pas une option. Si la communauté internationale veut relever les défis colossaux du XXI^e siècle, elle devra impérativement repenser en profondeur les politiques agricoles actuelles pour avancer vers une agriculture multifonctionnelle centrée sur la préservation et le renouvellement des ressources naturelles et de la diversité des espèces.

Selon une synthèse de l'IAASTD publiée en 2013, cet objectif ne pourra être atteint qu'en impliquant les petits agriculteurs : « Nous ne pourrions relever les défis des décennies à venir avec des méthodes du passé. Le rapport mondial sur l'agriculture ne livre aucune solution miracle ; au contraire, il met en garde contre la tentation de croire qu'elles existent (...). Il fournit plutôt une analyse complète et interdisciplinaire de l'état de l'agriculture ainsi qu'un large éventail de grandes et petites approches prometteuses » (Zukunftsstiftung Landwirtschaft 2013:2f). L'un des principaux messages du rapport est que la famine et la pauvreté ne peuvent être combattues durablement qu'à l'échelon local : « Plus de 70 % des personnes souffrant de la famine dans le monde vivent en région rurale. Alors que les petits agriculteurs et agriculteurs de subsistance, bergers, pêcheurs, travailleurs agricoles et sans terre dépendent directement de l'utilisation des terres, celles-ci ne leur assurent souvent pas une alimentation suffisante et sûre » (Zukunftsstiftung Landwirtschaft 2013:4).

Améliorer la situation des plus pauvres requiert donc nécessairement de leur donner accès à la terre, à l'eau potable et aux moyens de production. Les petits agriculteurs doivent par ailleurs jouir d'une plus grande autonomie, tant au niveau économique que du savoir. L'un des mots clés du rapport mondial sur l'agriculture est celui d'agroécologie.

L'art d'exploiter les synergies

Le concept d'agroécologie se fonde sur le savoir traditionnel et local, qu'il associe aux découvertes et méthodes de la science moderne. Sa force est précisément d'allier l'écologie, la biologie et les sciences agraires, mais aussi les aspects culturels et sociaux, grâce au concours d'une grande diversité d'experts. Leur contribution pratique permet de résoudre des problèmes complexes à l'aide des ressources disponibles sur place, sans qu'aucune technologie ne soit catégoriquement exclue ou imposée.

L'agroécologie n'est ni un système parfait ni une idéologie universelle, mais une voie se rapprochant constamment de la meilleure solution possible dans les conditions locales, écologiques, culturelles et sociales données. Dans son rapport de 2010, Olivier de Schutter, alors rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme de l'Assemblée générale des Nations unies sur le droit à l'alimentation, énonçait ceci : « En tant qu'ensemble de pratiques agricoles,

l'agroécologie cherche des moyens de renforcer les systèmes agricoles en imitant des processus naturels, créant de ce fait des interactions et synergies biologiques bénéfiques entre les différentes composantes de l'agroécosystème. Elle fournit les conditions du sol les plus favorables à la croissance des végétaux, notamment en gérant la matière organique et en intensifiant l'activité biotique des sols. Les principes fondamentaux de l'agroécologie consistent notamment à recycler les nutriments et l'énergie au sein de l'exploitation plutôt que d'introduire des intrants externes ; intégrer les cultures et le bétail ; diversifier dans le temps et l'espace les espèces et les ressources génétiques des agroécosystèmes ; et se focaliser sur les interactions et la productivité dans l'ensemble du système agricole plutôt que sur des espèces individuelles. L'agroécologie est un concept à forte intensité de savoir, fondé sur des techniques qui, plutôt que d'être fournies du sommet vers la base, sont développées en fonction des connaissances et expériences des agriculteurs. » (De Schutter 2010:6)¹

Si le rapport mondial sur l'agriculture ne rejette pas catégoriquement le génie génétique, ses auteurs considèrent qu'il contribue peu à résoudre les problèmes agricoles les plus urgents. Ils soulignent par ailleurs le risque pour les agriculteurs d'être poursuivis en justice si les plantes génétiquement modifiées venaient, sans qu'ils le veuillent, à en contaminer d'autres. Par ailleurs, les brevets sur les semences OGM empêchent la sélection locale et compliquent l'échange et le commerce traditionnels de semences. Syngenta détient de nombreux brevets sur les semences génétiquement modifiées, qui lui garantissent un contrôle monopolistique exclusif sur ces dernières et placent les agriculteurs dans une situation de dépendance absolue. Ces derniers ne sont en effet pas autorisés à utiliser les semences issues de leurs récoltes pour l'année suivante, étant donné qu'elles sont brevetées et appartiennent donc à l'entreprise. Cette pratique séculaire est dès lors devenue illégale. De nombreux pays du sud protestent vigoureusement contre cette forme de contrôle imposée par les pays du nord tandis que d'autres infligent de lourdes amendes.

Préférer la suffisance à l'excès

Après sa publication, le rapport a été ignoré, occulté voire moqué par le monde industriel et politique. Les choses n'ont commencé à changer que trois ans plus tard. C'est ainsi qu'en 2011, l'institut Worldwatch a publié un rapport intitulé *State of the World 2011: Innovations that Nourish the Planet*, qui présentait des centaines de projets agricoles de petite et grande envergure en Afrique témoignant des progrès déjà accomplis (Worldwatch Institute 2011).

Des techniques très simples suffisent souvent à produire des résultats sidérants : c'est ainsi que de bonnes cultures mixtes semées en combinaison avec des arbres et des plantes fixant l'azote (comme les haricots ou le trèfle) peuvent accroître la productivité tout en améliorant la

¹ Traduction libre à partir de l'original anglais (N.d.T.).

fertilité des sols. Les plantes à fleurs semées entre les rangées de culture peuvent par ailleurs attirer des insectes utiles qui attaquent les nuisibles, rendant l'usage de pesticides superflu. Depuis des siècles, les agriculteurs sélectionnent et cultivent des semences résistantes et adaptées au milieu local qui produisent une récolte même dans des conditions extrêmes. Comme l'ont montré de nombreuses études, ces méthodes agroécologiques et bien d'autres encore peuvent renforcer la productivité, parfois du simple au double (Worldwatch Institute 2011 ou FAO 2015a).

Plusieurs études des Nations unies ont par ailleurs esquissé de possibles transitions vers une agriculture plus diversifiée et économe en ressources. L'une d'elles, menée par le comité permanent de la recherche agronomique (CPRA) de la Commission européenne, va encore plus loin en demandant à ce que les développements futurs se concentrent sur le manque plutôt que sur la croissance. Prenant le contrepied du modèle productiviste dominant de la croissance à tout prix, le comité propose un modèle de la suffisance, devant l'emporter sur celui de l'excès (CPRA 2011).

En septembre 2014, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lui a emboîté le pas en organisant le symposium international sur l'agroécologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition, qui a réuni de nombreux scientifiques et experts, les ministres de l'Agriculture de plusieurs pays et d'autres décideurs clés. Au terme du symposium, José Graziano da Silva, directeur général de la FAO, a relevé l'importance de l'« agriculture intelligente face au climat » et souligné que l'agroécologie constituait une « approche prometteuse pour mener la production agricole vers une voie plus durable [...], promouvoir une sécurité alimentaire durable, faire face au changement climatique et renforcer la résilience » (Fao.org 2014).

Augmenter la production ne résoudra pas le problème de la faim

Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la production alimentaire actuelle suffirait à nourrir 12 à 14 milliards d'êtres humains. Pourtant, selon les dernières statistiques de la FAO, près d'un milliard de personnes souffrent de famine à l'échelle de la planète (FAO 2015c). Rien ne garantit donc qu'une hausse de la production alimentaire permettra de nourrir la population mondiale, sans cesse plus nombreuse.

Pour la CNUCED, les causes de la famine sont à rechercher ailleurs. De nombreuses personnes n'ont ainsi pas les moyens de se payer de la nourriture. De plus, une grande partie de la production agricole n'est pas utilisée pour l'alimentation :

- En 2013, 40 % du maïs cultivé aux États-Unis ont servi à la production d'éthanol.
- Quelque 98 % de la production mondiale de farine de soja sont utilisés pour nourrir les animaux.

- Près d'un tiers de la production alimentaire mondiale – soit environ **1,3 milliard de tonnes par an** – est perdu ou gaspillé.
- **En 2013, Syngenta a tiré 40 % de son chiffre d'affaires** de la vente de pesticides et semences pour la culture du soja et du maïs, principalement destinée à l'alimentation animale ou à la production d'éthanol plutôt qu'à la consommation humaine.

Progrès ou « greenwashing » ?

L'agroécologie a donc le vent en poupe – et Syngenta entend bien prendre le train en marche. En 2013, l'entreprise bâloise a lancé en grande pompe son plan en six points pour une croissance durable (le fameux « Good Growth Plan »), dans lequel elle s'engage à ménager les ressources naturelles, à promouvoir l'efficacité des cultures, à régénérer les écosystèmes et à préserver la biodiversité, à renforcer les communautés rurales, à garantir la sécurité des individus et à s'investir pour des conditions de travail justes (DB 2014).

Quand j'ai demandé à Hans Herren, coprésident de l'IAASTD avec Judi Wakhungu, si ces engagements étaient crédibles, il m'a répondu que certains éléments du plan auraient pu être copiés mot pour mot du rapport mondial sur l'agriculture. « Mais l'interprétation qui en est faite est totalement différente. Ce qui est durable pour nous correspond à tout à fait autre chose pour l'industrie. Qui plus est, Syngenta ne considère pas les pesticides comme un problème, mais comme une solution. Plutôt que de réorganiser le système, on utilise de nouveaux produits ou de nouvelles technologies. Le problème est aussi que l'industrie veut s'attaquer aux symptômes et non à leur cause. Il y a là un fossé philosophique infranchissable. »

En 2014, la Déclaration de Berne a réalisé une analyse détaillée du « Good Growth Plan » (DB 2014b), auquel elle reprochait principalement d'occulter des problèmes fondamentaux sur la voie devant mener à un avenir durable. Nous en citerons deux ici.

Premièrement, Syngenta dit s'engager pour la préservation de la biodiversité en plantant des semences de fleurs sauvages locales en bordure des champs en Europe et aux États-Unis, afin de créer de nouveaux habitats pour les populations d'abeilles. Pourtant, elle s'entête à distribuer ses insecticides à base de néonicotinoïdes, alors même que de multiples études ont démontré l'effet dévastateur sur les abeilles de ces substances extrêmement toxiques (voir aussi le chapitre « Syngenta et l'extinction des abeilles »). C'est la raison pour laquelle l'Union européenne et la Suisse, sourdes aux protestations de Syngenta, ont imposé de strictes restrictions sur leur utilisation **pendant deux ans**. La multinationale lutterait de manière autrement plus efficace contre la dramatique extinction des abeilles en renonçant aux néonicotinoïdes plutôt qu'en plantant quelques semences en bordure de champ.

Deuxièmement, Syngenta s'est engagée à mieux former les travailleurs agricoles à l'usage des pesticides. Selon la FAO, il ne s'agit pourtant que de la troisième mesure à mettre en œuvre

pour réduire les risques, la première étant de renoncer totalement, dans la mesure du possible, à leur utilisation. Or il s'agit du produit phare de Syngenta, générant plus de 70 % de ses profits ; il est donc très improbable qu'elle s'en défasse. En dépit des nombreuses protestations, Syngenta continue de vendre du paraquat dans les pays en développement, alors que cet herbicide extrêmement toxique est depuis longtemps interdit en Suisse et dans d'autres pays industrialisés. Selon la « PAN International List of Highly Hazardous Pesticides », Syngenta commercialise dans ces pays 65 autres pesticides classés comme extrêmement dangereux, et le « Good Growth Plan » ne formule pas la moindre intention de réduire ni *a fortiori* d'abandonner l'utilisation de ces pesticides.

Légende : L'agroécologie s'appuie sur le savoir et les compétences des petits agriculteurs locaux. Hans Rudolf Herren, lauréat du prix mondial de l'alimentation, en grande discussion avec des collègues africains.

L'intensification durable, un concept élastique

Ces dernières années, le concept d'« intensification durable » s'est de plus en plus souvent invité dans les débats internationaux sur l'agriculture. L'expression est tellement vague qu'elle peut désigner tout et son contraire, que ce soit les premiers pas vers une transition de l'agriculture industrielle à l'agroécologie ou un statu quo tout au plus un rien plus écologique et durable.

Syngenta aussi use de ce concept, qu'elle interprète surtout comme la nécessité d'augmenter l'efficacité et le volume de la production alimentaire en réduisant la consommation des ressources, selon la devise « More crop per drop », soit plus de rendement par goutte d'eau – ou de pesticide, le cas échéant. La durabilité doit être rentable, et rentable à l'échelle mondiale.

Le terme d'intensification peut lui aussi couvrir bien des définitions. Pour Syngenta et d'autres entreprises agroindustrielles, il signifie surtout une hausse de la productivité à travers une hausse des moyens de production – c'est-à-dire davantage d'énergie, de produits chimiques, de technologie, et des semences et machines de meilleure qualité. Pour l'agroécologie en revanche, l'intensification durable suppose d'adapter et utiliser de manière optimale les ressources disponibles, c'est-à-dire accroître la biodiversité, restaurer la fertilité des sols, utiliser l'eau avec parcimonie, renforcer les connaissances ainsi que les compétences et le travail humains et soutenir les systèmes alimentaires locaux à travers une participation démocratique – soit une interprétation diamétralement opposée à celle de l'agroindustrie.

Nous savons donc à quoi devrait ressembler, demain, une agriculture durable, économe en ressources et juste. L'agroécologie est aujourd'hui largement connue, et le besoin d'un changement de paradigme communément admis. La question de savoir dans quelle mesure nous réussirons ce changement de cap n'est donc plus scientifique : elle est éminemment politique.